

**Sous-commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors de la Communauté flamande (SCP 318.02)**

**Convention collective de travail du 16 décembre 2003 remplaçant la convention collective de travail du 29 avril 1999 portant instauration d'un Fonds de sécurité d'existence dénommé "Fonds Maribel social" et fixant ses statuts.**

**A. INSTAURATION**

**Article 1<sup>er</sup>**

Par la présente convention collective de travail et en application de l'article 1er, alinéa 1er, point 1er de la loi du 7 janvier 1958 concernant les Fonds de sécurité d'existence, la sous-commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors de la Communauté flamande instaure un fonds de sécurité d'existence dont les statuts sont fixés ci-après.

**Article 2**

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux travailleurs ressortissant à la sous-commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors de la Communauté flamande.

Par travailleurs, on entend le personnel féminin et masculin, tant ouvrier qu'employé, des services des aides familiales et des aides seniors de la Communauté flamande.

**Article 3**

La présente convention collective de travail produit ses effets à partir du 1er janvier 2003 et est conclue pour une durée indéterminée.

Elle peut être dénoncée par chacune des parties au plus tard le 31 décembre de chaque année avec effet à partir du 1er juillet de l'année suivante.

La dénonciation doit être notifiée par lettre recommandée à la poste, adressée au président de la sous-commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors de la Communauté flamande.

Le Président transmet une copie de la dénonciation à chacune des parties signataires ainsi qu'au ministre de l'Emploi et du Travail de même qu'à l'Office national de sécurité sociale.

**B. STATUTS**

**Chapitre Ier : Dénomination et siège social**

**Article 4**


A partir du 1er janvier 2003, il est instauré un Fonds de sécurité d'existence, dénommé "Fonds Maribel social", appelé ci-après "le Fonds".

Le siège social du Fonds est établi au siège social de V.V.D.G., rue Saint-Jean 32-38, à 1000 BRUXELLES. Ce siège peut être transféré ailleurs par décision unanime du conseil

NEERLEGGING-DÉPÔT | REGISTR.-ENREGISTR.

03 -02- 2004 | 05 -03- 200V

70 173 | 4 | 31802



d'administration du Fonds, prévu à l'article 12. Le conseil d'administration doit communiquer sa décision au président de la sous-commission paritaire et au ministre fédéral de l'Emploi et du Travail.

## **Chapitre II : Objet**

### **Article 5**

Le Fonds est instauré par la présente convention en exécution de l'article 35, par. 5, 3e alinéa de la loi du 29 juin 1981, établissant les principes généraux de la sécurité sociale des travailleurs salariés, et a comme unique objet la gestion de la somme mutualisée de la réduction des cotisations visée à l'article 2 de l'arrêté royal du 18 juillet 2002.

Le Fonds est chargé de :

- 1) La perception de la somme visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> ;
- 2) La reconnaissance et l'octroi de la somme des réductions de cotisations aux employeurs qui se sont engagés à fournir un effort supplémentaire en matière d'emploi selon les accords et les modalités reprises dans et/ou en vertu de l'arrêté royal du 18 juillet 2002 et de la convention collective de travail du 16 décembre 2003 remplaçant la convention collective de travail du 22 mai 2000 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans les services des aides familiales et des aides seniors de la Communauté flamande.

### **Article 6**

Dans le cadre de l'objet défini à l'article 5, le Fonds peut utiliser au maximum 1,20% de la somme des réductions de cotisations pour couvrir les frais administratifs et de personnel.

### **Article 7**

Le Fonds est autorisé à conclure un contrat de gestion avec le ministre fédéral de l'Emploi et du Travail.

## **Chapitre III: Financement**

### **Article 8**

Les moyens financiers du Fonds consistent en la somme des réductions de cotisations visées à l'article 5, 1<sup>er</sup> alinéa de la présente convention, y compris les rentes.

### **Article 9**

Pour autant que le réviseur, désigné en application de l'article 20 de la présente convention, est un réviseur d'entreprise et que le Fonds a conclu un contrat de gestion avec le ministre fédéral de l'Emploi et du Travail, les frais concernant l'intervention dudit réviseur peuvent être imputés aux rentes visées à l'article 8 de la présente convention.

## **Chapitre IV : Ayants droits, octroi et paiement des réductions de cotisations**

### **Article 10**

Les employeurs perçoivent les réductions de cotisations par l'intermédiaire du Fonds selon les modalités prévues par et/ou en vertu de l'arrêté royal du 18 juillet 2002 et par la convention collective de travail du 16 décembre 2003 remplaçant la convention collective de travail du 22 mai 2000 portant des mesures visant à promouvoir l'emploi dans les services des aides familiales et des aides seniors de la Communauté flamande.

## **Chapitre V : Conseil d'administration**

### **Article 11**

Le fonds est administré par un conseil d'administration composé paritairement des membres effectifs de la sous-commission paritaire no. 318.02. Les membres suppléants de la SCP no. 318.02 peuvent siéger en tant que suppléants pour les membres effectifs des membres du conseil d'administration.

### **Article 12**

Les membres du conseil d'administration sont désignés pour la même période que celle de leur mandat de membre de la sous-commission paritaire.  
Le mandat de membre du conseil d'administration prend fin en cas de démission ou de décès ou lorsque la durée du mandat est expirée ou lorsque l'organisation qui a présenté le membre demande son remplacement ou lorsque l'intéressé cesse d'appartenir à l'organisation qui l'a présenté.

Le nouveau membre achève, le cas échéant, le mandat de son prédécesseur.

Les mandats des membres du conseil d'administration sont renouvelables.

### **Article 13**

Les membres du conseil d'administration ne s'obligent pas personnellement en ce qui concerne les engagements pris par le Fonds.

Leur responsabilité se limite à l'exécution de leur mandat.

### **Article 14**

Le conseil d'administration choisit chaque année un président et un vice-président parmi ses membres, issus alternativement de la délégation des travailleurs et de la délégation des employeurs.

Le président et le vice-président sont toujours issus d'une délégation différente.

## Article 15

Le conseil d'administration dispose des pouvoirs les plus étendus pour la gestion et l'administration du Fonds, dans les limites fixées par et/ou en vertu de la loi du 7 janvier 1958, des présents statuts et de l'arrêté royal du 18 juillet 2002.

Sauf décision contraire du conseil d'administration, celui-ci intervient en tous ses actes et agit en droit par l'intermédiaire du président et du vice-président agissant conjointement, chacun étant remplacé le cas échéant par un membre du Conseil désigné à cet effet par le conseil d'administration.

Le conseil d'administration a notamment pour missions :

- 1) D'octroyer la somme des réductions de cotisations conformément aux dispositions de l'article 5, 2e alinéa de la présente convention et le suivi de l'octroi de la somme ;
- 2) De prendre toutes les mesures nécessaires pour l'exécution des dispositions de l'arrêté royal du 18 juillet 2002 et de ses arrêtés d'exécution ;
- 3) De procéder à l'embauche et au licenciement éventuels du personnel du Fonds ;
- 4) D'exercer le contrôle et de prendre toutes les mesures nécessaires pour l'exécution des présents statuts ;
- 5) De fixer les frais d'administration ;
- 6) De transmettre chaque année en juin un rapport écrit sur l'exécution de sa mission à la sous-commission paritaire ;
- 7) De transmettre aux instances compétentes les rapports prévus en vertu de et/ou par l'arrêté royal du 18 juillet 2002 selon les modalités convenues au sein du secteur.

## Article 16

Le conseil d'administration se réunit au moins deux fois par an.

Le conseil se réunit soit sur convocation du président agissant d'office, soit à la demande de la moitié au moins de ses membres, soit à la demande d'une des organisations représentées en son sein.

Les convocations mentionnent l'ordre du jour.

Les procès-verbaux sont rédigés par le secrétaire désigné par le conseil d'administration et signés par celui qui a présidé la réunion. Les extraits de ces procès-verbaux sont signés par le président et le vice-président.

## Article 17

Le conseil d'administration ne peut se réunir et délibérer valablement que si au moins la moitié des membres de la délégation des travailleurs et la moitié de la délégation des employeurs est présente.

## Article 18

Sauf disposition contraire prévue par le règlement d'ordre intérieur du Fonds établi par le conseil d'administration approuvé à l'unanimité, les décisions sont prises à l'unanimité.

## **Chapitre VI : Le comité de gestion**

### **Article 19**

Aux termes de l'article 15 des statuts, le conseil d'administration a les compétences les plus étendues concernant la gestion et l'administration du Fonds.

Le conseil d'administration peut constituer un comité de gestion, composé **paritairement**, et il décide quelles compétences sont cédées au comité de gestion.

## **Chapitre VII : Contrôle**

### **Article 20**

Conformément aux dispositions de l'article 12 de la loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence, la sous-commission paritaire désigne en qualité de réviseur un réviseur d'entreprises en vue du contrôle de la gestion du Fonds.

Celui-ci doit, au moins une fois par an, faire rapport à la sous-commission paritaire.

En outre, il informe régulièrement le conseil d'administration des résultats de ses investigations et fait les recommandations qu'il juge utiles.

## **Chapitre VIII : Bilans et comptes**

### **Article 21**

Chaque année, les bilan et comptes de l'exercice écoulé sont clôturés au 31 décembre, une première fois au 31 décembre 2003.

## **Chapitre IX : Dissolution et liquidation**

### **Article 22**

Le Fonds est instauré pour une durée indéterminée.

### **Article 23**

Il est dissous par la sous-commission paritaire selon les modalités reprises à l'article 3 de la présente convention.

### **Article 24**

Après liquidation du passif, la sous-commission paritaire décide de l'affectation des biens et valeurs du Fonds.

La sous-commission paritaire désigne les liquidateurs parmi les membres du conseil d'administration du Fonds.

**Paritair Subcomité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp van de Vlaamse Gemeenschap (PSC 318.02)**

**Collectieve arbeidsovereenkomst van 16 december 2003 ter vervanging van de Collectieve arbeidsovereenkomst van 29 april 1999 houdende oprichting van een sociaal fonds voor bestaanszekerheid genaamd "Fonds Sociale Maribel" en vaststelling van zijn statuten**

**A. OPRICHTING**

**Artikel 1**

Bij deze collectieve arbeidsovereenkomst en bij toepassing van artikel 1, **alinea 1**, punt 1 van de **wet** van 7 januari **1958** betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid richt het Paritair Subcomité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp van de Vlaamse Gemeenschap een fonds voor bestaanszekerheid op, waarvan de statuten hierna zijn vastgesteld.

**Artikel 2**

Deze overeenkomst is van toepassing op de werkgevers en de werknemers die ressorteren onder het Paritair Subcomité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp van de Vlaamse Gemeenschap.

Onder werknemers wordt verstaan het vrouwelijk en **mannelijk** werklieden- en bediendenpersoneel van de diensten voor gezins- en bejaardenhulp van de Vlaamse Gemeenschap.

**Artikel 3**

Deze collectieve arbeidsovereenkomst heeft uitwerking vanaf 1 januari 2003 en is gesloten voor onbepaalde duur.

Zij kan door elk van de partijen worden opgezegd ten laatste op 31 december van ieder jaar met uitwerking vanaf 1 juli van het daaropvolgend jaar.

De opzegging dient betekend te worden bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de voorzitter van het Paritair Subcomité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp van de Vlaamse Gemeenschap.

De voorzitter **laat** een kopie van de opzegging aan iedere ondertekenende partij geworden alsook aan de **minister** van Tewerkstelling en Arbeid alsook aan de Rijksdienst voor sociale zekerheid.

**B. STATUTEN**

**Hoofdstuk I : Benaming en maatschappelijke zetel**

**Artikel 4**

Met ingang van 1 januari 2003 wordt een Fonds voor bestaanszekerheid opgericht, genaamd "Fonds Sociale Maribel", hierna "het Fonds" genoemd.

NEERLEGGING-DÉPÔT | REGISTR.-ENREGISTR.

03 -02- 2004

05 -03- 2004

70173 16131802

De zetel van het fonds is gevestigd op de maatschappelijke zetel van de V.V.D.G. , St.-Jansstraat 32-38, 1000 Brussel. Deze zetel kan bij **unanieme** beslissing van de Raad van Beheer van het Fonds, voorzien bij artikel 12, elders **worden** overgeplaatst. De Raad van Beheer betekent zijn beslissing aan de Voorzitter van het Paritair Subcomité en aan de **federale** minister van Tewerkstelling en Arbeid.

## Hoofdstuk II : Doel

### Artikel 5

Het fonds, opgericht door deze collectieve **arbeidsovereenkomst** in uitvoering van art. 35 § 5 3<sup>e</sup> lid van de **wet** van 29 juni 1981 houdende de **algemene** beginselen van de sociale zekerheid voor de werknemers en heeft als enig doel het beheer van de gemutualiseerde som van de **bijdragevermindering** bedoeld in artikel 2 van het koninklijk besluit 18 juli 2002.

Het fonds is belast met

- 1) het ontvangen van de som vermeld in **alineea** 1;
- 2) het goedkeuren en toekennen van de som van de bijdrageverminderingen aan de werkgevers die zich hebben verbonden een extra inspanning te leveren betreffende de tewerkstelling volgens de afspraken en de **modaliteiten** opgenomen in/ en of krachtens het koninklijk besluit van 18 juli 2002 en de collectieve arbeidsovereenkomst van 16 **december** 2003 ter vervanging van de collectieve arbeidsovereenkomst van 22 **mei** 2000 houdende de **maatregelen** met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de diensten gezins- en bejaardenhulp gesubsidieerd door de **Vlaamse Gemeenschap**.

### Artikel 6

In het kader van het doel **omschreven** in artikel 5 kan het fonds **maximaal** 1,20% van de som van de bijdrageverminderingen gebruiken ter dekking van de **administratieve** en personeelskosten

### Artikel 7

Het Fonds wordt de toelating verleend een beheersovereenkomst te sluiten met de Minister van tewerkstelling en arbeid.

## Hoofdstuk III : Financiering

### Artikel 8

De geldmiddelen van het Fonds bestaan uit de som van de bijdrageverminderingen vermeld in artikel 5 , al. 1 van deze **overeenkomst**, met inbegrip van de renten.

### Artikel 9

Voor zover de revisor, aangeduid bij toepassing van artikel 20 van deze overeenkomst, een bedrijfsrevisor is, en voorzover het Fonds een beheersovereenkomst gesloten heeft met de minister van tewerkstelling en arbeid, kunnen de kosten met betrekking **tot de tussenkomst** van de revisor aangerekend worden op de renten waarvan sprake in art. 8 van deze overeenkomst.



## **Hoofdstuk IV: Rechthebbenden, toekenning en betaling van de bijdrageverminderingen**

### **Artikel 10**

De werkgevers ontvangen de bijdrageverminderingen door tussenkomst van het Fonds volgens de modaliteiten voorzien door en/of krachtens het koninklijk besluit van 18 juli 2002 en door de collectieve arbeidsovereenkomst van 16 december 2003 ter vervanging van de collectieve arbeidsovereenkomst van 22 mei 2000 houdende de maatregelen met het oog op de bevordering van de tewerkstelling in de diensten gezins- en bejaardenhulp gesubsidieerd door de Vlaamse Gemeenschap

## **Hoofdstuk V : Raad van Beheer**

### **Artikel 11**

Het Fonds wordt beheerd door een paritair samengestelde Raad van Beheer bestaande uit de effectieve leden van het Paritair Subcomité nr. 318. 02. De plaatsvervangende leden van het PSC. nr. 318.02 kunnen zetelen als plaatsvervangers voor de effectieve leden van de Raad van Beheer.

### **Artikel 12**

De leden van de Raad van Beheer worden aangesteld voor dezelfde periode als deze van hun mandaat van lid van het Paritair Subcomité.

Het mandaat van lid van de Raad van Beheer vervalt door het ontslag of door overlijden of wanneer de duur van het mandaat is verstreken of wanneer de organisatie die het lid heeft voorgedragen om zijn vervanging verzoekt of wanneer de betrokkene geen deel meer uitmaakt van de organisatie die hem voorgedragen heeft.

Het nieuw lid voltooit desgevallend het mandaat van zijn voorganger.

De mandaten van de leden van de Raad van Beheer zijn hernieuwbaar.

### **Artikel 13**

De leden van de Raad van Beheer verbinden zich niet persoonlijk bij de verbintenissen aangegaan door het Fonds.

Hun verantwoordelijkheid beperkt zich tot de uitvoering van hun mandaat.

### **Artikel 14**

De Raad van Beheer kiest elk jaar een voorzitter en een ondervoorzitter onder zijn leden, beurtelings uit de werknemersafvaardiging en de werkgeversafvaardiging.

De voorzitter en de ondervoorzitter zijn steeds uit een verschillende afvaardiging.



## Artikel 15

De Raad van Beheer beschikt over de **meest** uitgebreide bevoegdheden voor het beheer en de **administratie** van het Fonds, binnen de **limieten** gesteld door en/of krachtens de **wet** van 7 januari 1958, deze **statuten** en het koninklijk besluit van **18 juli 2002**.

Tenzij andersluidende beslissing van de Raad van Beheer treedt deze laatste in al zijn handelingen op en handelt hij in redite via de voorzitter en de ondervoorzitter **gezamenlijk**, **elk** desgevallend vervangen **door** een lid van de Raad van Beheer daartoe door de Raad aangesteld.

De Raad heeft onder **als** opdrachten:

- 1) het toekennen van de **som** van **bijdrageverminderingen overeenkomstig** de bepalingen van artikel 5 **aline**a 2 van deze **overeenkomst** en het opvolgen van de toekenning van de som.
- 2) **alle** nodige **maatregelen** te treffen voor de uitvoering van de bepalingen van het koninklijk besluit van **18 juli 2002** en van zijn uitvoeringsbesluiten
- 3) over te gaan **tot** de eventuele aanwerving en afdanking van het personeel van het fonds
- 4) **controle** uit te oefenen en **alle** nodige maatregelen te treffen voor de uitvoering van deze statuten
- 5) de **administratiekosten** vast te stellen
- 6) tijdens de **maand** juni van elk jaar schriftelijk verslag over te **maken** aan het paritair subcomité over de vervulling van zijn opdrachten
- 7) de bevoegde instanties de verslagen over te maken voorzien krachtens en/of door het koninklijk besluit van 18 juli 2002 volgens de **modaliteiten overeengekomen** in de sector.

## Artikel 16

De Raad van Beheer vergadert **minstens tweemaal per jaar**.

De Raad vergadert hetzij op uitnodiging van de voorzitter **ambtshalve** handelend, hetzij op vraag van **tenminste de helft** van zijn leden, hetzij op vraag van een der in zijn **schoot** vertegenwoordigde organisaties.

De uitnodigingen bevatten de dagorde.

De notulen van de vergadering **worden opgemaakt** door de secretaris aangeduid door de Raad van Beheer en ondertekend door degene die de vergadering heeft voorgezeten. Uittreksels uit deze notulen worden door de voorzitter en de ondervoorzitter ondertekend.

## Artikel 17

De Raad van Beheer kan slechts geldig vergaderen en beslissen indien minstens de helft van de leden van de **werknemersafvaardiging** en de helft van de leden van de werkgeversafvaardiging aanwezig is.

## Artikel 18

Behoudens andersluidende bepalingen in het huishoudelijk **reglement** van het Fonds opgesteld door de Raad van Beheeren goedgekeurd bij **unanimiteit**, worden de beslissingen getroffen bij eenparigheid van **stemmen**.



## **Hoofdstuk VI: Het Beheerscomité**

### **Artikel 19**

Luidens artikel 15 van de statuten heeft de Raad van Beheer de **meest** uitgebreide bevoegdheden betreffende het beheer en de administratie van het Fonds.

De Raad van Beheer kan een paritair samengesteld beheerscomité samenstellen en beslist welke bevoegdheden worden overgedragen aan het beheerscomité.

## **Hoofdstuk VII : Controle**

### **Artikel 20**

Overeenkomstig de bepalingen van artikel 12 van de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid duidt het Paritair Subcomité in de hoedanigheid van revisor een bedrijfsrevisor aan ter **controle** van het beheer van het Fonds.

Deze **moet minstens eenmaal** per jaar verslag uitbrengen bij het Paritair Subcomité. Bovendien **licht** hij de Raad van Beheer **regelmatig** in over de resultaten van zijn onderzoeken en doet de aanbevelingen die hij nodig acht.

## **Hoofdstuk VIII : Balansen en rekeningen**

### **Artikel 21**

Elk jaar worden op 31 **december** de balansen en de rekeningen van het **verlopen** dienstjaar afgesloten en een eerste **maal** op 31 december 2003.

## **Hoofdstuk VII: Ontbinding en vereffening**

### **Artikel 22**

Het Fonds is opgericht voor een onbepaalde duur.

### **Artikel 23**

Het wordt ontbonden volgens de **modaliteiten opgenomen** in artikel 3 van deze **overeenkomst** door het Paritair Subcomité.

### **Artikel 24**

Na betaling van het passief bepaalt het Paritair Subcomité de **bestemming** van de goederen en de waarden van het Fonds.

Het Paritair Subcomité duidt de vereffenaars aan onder de **leden** van de Raad van Beheer van het Fonds.